



# TRAVAILLER PLUS POUR... GAGNER MOINS!



Le pouvoir d'achat, c'était lui. Durant toutes sa campagne électorale, l'actuel Président de la République l'avait martelé : il serait le Président du pouvoir d'achat .

**Joignant le geste à la parole, il vient de s'accorder une augmentation de 172 % , son indemnité mensuelle passant de 7 084 € à 19 331 € qui, ajoutés au budget de l'Élysée ( qui connaît lui aussi une inflation galopante ), abonderont le compte bancaire présidentiel.**

Mais pour les autres, pour les salariés du privé comme du public, pour les chômeurs et les bénéficiaires de minimas sociaux qu'en est-il , à part la belle imposture du « travailler plus pour gagner plus »?

## > LE COÛT DE LA VIE :

Au delà de la polémique actuelle sur l'indice INSEE qui amène le Conseil d'Analyse Economique à proposer un nouveau calcul du pouvoir d'achat « **reflétant plus le coût de la vie** », on assiste à une véritable flambée du prix des dépenses incompressibles des ménages .

Fioul : + 60 % sur 5 ans . Gaz : + 23 % sur 1 an .  
Produits de base alimentaire : + 4,6 % pour les pâtes, + 10,6 % pour les farines et les semoules, le coût des déplacements habituels d'une famille en grande banlieue absorbe en moyenne 25 % du budget...

## > LE POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES DU PRIVE :

Actuellement 50 % des salariés gagnent entre 1 et 1,6 SMIC.

Le salaire MOYEN pour un temps complet se situe à 1 904 € nets, mais ce chiffre cache de grosses disparités ( voir plus haut et ci-dessous ) : entre 2000 et 2005 les ouvriers auraient connu une augmentation de 0,8 % par an, les employés de 0,1 %, les cadres de 0,3 % .

Une récente étude de l'INSEE indique que pour les ménages percevant 1 à 1,3 SMIC le poids des dépenses incompressibles ( loyers, assurances, électricité.... ) atteint 75 % du budget ( il ne reste donc que 250 à 300 € pour le reste ) .

La situation est telle que le gouvernement reconnaît 2,5 millions de travailleurs pauvres ( ne dépassant pas le seuil de pauvreté : 870 € par mois ) et que le taux de pauvreté au travail aurait augmenté fortement sur les 30 dernières années.

## DES SALAIRES A PART :

**Le cru 2006 des rémunérations des patrons est exceptionnel : tout confondu les 50 mieux lotis ont gagné en moyenne 3,8 millions d'euros, l'équivalent de 316 années de SMIC chacun.**

**Pour les membres du TOP TEN la moyenne s'élève à 8,2 millions, 700 années de SMIC.**

Au delà des sommes qui défient l'imagination du commun des mortels, le niveau d'augmentation des rémunérations sur un an est lui aussi parlant ( le travailler plus pour gagner plus peut-être ) :

Gérard Mestrallet, patron de Suez : **+ 14 %**. Daniel Bouton, patron de la Société générale : **+ 25 %**. Henri de Castries PDG d'AXA : **+ 20 %**. Jean-Philippe Thierry PDG des AGF : **+ 40 %**. Thierry de la Tour d'Artaise, PDG de SEB : **+ 59 %**.

Si l'on tient compte des stocks-option ( système qui permet d'acheter des actions de sa société à prix cassé pour les revendre dans un délai de 4 ans avec de coquettes plus-values ) , le pactole est encore plus conséquent :

Bernard Charlès de Dassault Système : **8,7 millions d'euros**. Bertrand Collomb , retraité et ex-PDG de Lafarge : **8 millions d'€**. Louis Schweitzer, ex-PDG de Renault : **12 millions** ( dont 11 de plus-value sur stock option ).

Et au delà de ce descriptif, il est utile de rappeler que les profits 2006 des entreprises du CAC 40 se sont chiffrés à 100 milliards d'€ et que les résultats du 1<sup>er</sup> semestre laissent présager une année 2007 encore plus florissante.

**Sur ces 100 milliards, 32 ont été distribués en dividendes soit une hausse de 35 % sur l'année ( Bernard Arnault , PDG de LVMH avec un petit salaire de 4 millions d'€ a ainsi empoché 326 millions d'€ de dividendes l'an dernier.)**

**Au delà des cas particuliers, il faut avoir à l'esprit que sur les 15 dernières années la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de 13 % alors que celle des profits et dividendes suivait la courbe inverse.**

## Les 10 patrons les mieux payés en 2006

	Total revenus 2006	Salaires fixe (brut)	Salaires variable (brut)	Autres avantages	Plus-values sur stock-options
Louis Schweitzer ( Renault )	<b>11 934 000</b>	1 100 000	0	34 000	<b>10 800 000</b>
Daniel Bouton ( Société Générale )	<b>10 841 000</b>	1 250 000	2 137 000	38 000	<b>7 416 000</b>
Bernard Charlès ( Dassault Syst )	<b>10 343 000</b>	800 000	750 000	26 000	<b>8 767 000</b>
Vincent Bolloré ( Bolloré )	<b>9 482 000</b>	4 268 000	0	35 000	<b>5 179 000</b>
Bertrand Collomb ( Lafarge )	<b>9 396 000</b>	875 000	661 000	32 000	<b>7 828 000</b>
Martin Bouygues ( Bouygues )	<b>7 317 000</b>	920 000	1 380 000	117 000	<b>4 900 000</b>
Franck Riboud ( Danone )	<b>7 229 000</b>	991 000	1 584 000	5 000	<b>4 649 000</b>
Thierry Desmaret ( Total )	<b>6 050 000</b>	1 524 000	1 676 000	0	<b>2 850 000</b>
Jean-Louis Beffa ( St Gobain )	<b>5 124 000</b>	980 000	1 274 000	0	<b>2 870 000</b>
Michel Pébereau ( BNP Paribas )	<b>4 823 000</b>	700 000	1 051 000	34 000	<b>3 038 000</b>

Bernard Arnault ( PDG de LVMH ), la 1<sup>ère</sup> fortune de France , ne pointe qu'à la 13<sup>ème</sup> place avec 4 millions d'euros de revenus mais il a perçu sur l'année 326 millions d'euros de dividendes.

### ➤ LE POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES DU SECTEUR PUBLIC :

Tout d'abord le constat ( corroboré par une récente étude de l'INSEE ) :

Depuis janvier 2000 la valeur du point d'indice a chuté de 6,5 %.

Sur un salaire mensuel moyen de 1500 € brut, cela revient à 90 € par mois soit 1 080 € dans l'année.

Les agents de catégorie B sont recrutés dans les faits avec un niveau moyen équivalent à bac+3 et sont rémunérés à 4 % au dessus du SMIC.

Les agents de catégorie A sont recrutés en moyenne avec Bac +5 et débutent à 23 % au-dessus du SMIC.

Le SMIC est augmenté chaque premier juillet et chaque année depuis 6 ans le gouvernement est obligé de sortir un décret pour que le minimum fonction publique ne soit pas inférieur au SMIC.

Face à ce constat **la réponse gouvernementale est tombée récemment :**

➤ Une prime de 700 € aux agents de la catégorie A bloqués au sommet de leur grade depuis au moins 5 ans.

➤ Une prime de 400 € pour les agents de catégorie B remplissant les mêmes conditions.

➤ Rien pour la catégorie C.

**Cette mesurette concerne au maximum 80 000 agents sur un total de plus de 5 millions de fonctionnaires ( soit 1,6 % du total ).**

Le reste se résume à la **possibilité pour les agents de se faire payer 4 jours ARTT 2007 ( 125 € par jour pour les cadres A, 80 € pour**

**les cadres B, 65 € pour les cadres C )** ainsi que celle d'effectuer des heures supplémentaires exonérées de charges fiscales et sociales pour les personnels de catégorie B dont l'indice brut est supérieur à 380.

De nombreux agents - vu les difficultés financières en cette fin d'année suite à la baisse constante de leur pouvoir d'achat - sacrifieront une partie de leurs congés pour en bénéficier avant les fêtes.

Et avec ça le Ministre de la Fonction Publique a l'outrecuidance d'expliquer que les fonctionnaires enregistreraient une hausse de 2,4 % de leur pouvoir d'achat en 2007.



**Ce Ministre veut se faire passer pour le Père Noël mais au Trésor comme dans toutes les Fonctions Publiques, plus personne n'y croit !**

Les récentes évolutions dans le conflit des marins pêcheurs montrent à quel point c'est le rapport de force qui permet la négociation.

**Pour la CGT , le 20 novembre doit être l'occasion de répondre aux provocations ministérielles.**

**POUR DE VERITABLES NEGOCIATIONS SUR LES SALAIRES SANS TOUCHER A LA RTT.**

**TOUS ENSEMBLE TOUS EN GREVE**

**LUTTONS PLUS POUR GAGNER PLUS.**